



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**COMMUNIQUE
DU MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

GYMNICH DES 13 ET 14 JANVIER 2022 A BREST

16 janvier 2022

Les 13 et 14 janvier 2022, les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne se sont réunis, dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, à Brest, à l'atelier des Capucins, dans le format dit « Gymnich », à l'invitation du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves LE DRIAN et du Haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-président de la Commission européenne Josep BORRELL.

Cette réunion a permis aux ministres d'échanger sur la question de la sécurité du voisinage oriental de l'Union dans un contexte de tensions croissantes entre la Russie et l'Ukraine, ainsi que la situation au Kazakhstan et en Biélorussie. A cette occasion, l'Union européenne a notamment rappelé la nécessité de poursuivre une politique fondée sur deux piliers.

Adopter d'abord une posture dissuasive ferme vis-à-vis de toute remise en cause des principes fondamentaux pour la sécurité de l'Europe, et notamment des principes d'intégrité et d'inviolabilité territoriales ainsi que du droit des Etats à choisir leurs arrangements de sécurité et leurs alliances. Dans le prolongement du Conseil européen de décembre dernier, les ministres ont souligné l'importance de maintenir une coordination étroite entre Européens et rappelé leur détermination à prendre, si nécessaire, des sanctions massives en cas de violation de l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Les ministres ont par ailleurs apporté leur plein soutien aux efforts diplomatiques en cours, en particulier au format Normandie conduit par la France et l'Allemagne pour la pleine mise en œuvre des accords de Minsk. Ils

ont constaté une convergence sur l'importance de poursuivre un dialogue exigeant avec la Russie, selon les termes et les paramètres européens, puisqu'il s'agit d'abord de la sécurité des Européens.

Les ministres ont également eu, conjointement avec les ministres de la Défense, un échange sur la « la Boussole stratégique », qui constitue l'une des principales priorités de la présidence française. Ce document, véritable livre blanc de la défense européenne, a vocation à fournir le cadre d'une analyse conjointe des grands bouleversements mondiaux et des menaces auxquelles l'Union est confrontée, et à orienter la politique européenne de défense et de sécurité à horizon 2030, dans l'objectif de rendre l'Union européenne plus capable, plus autonome et plus souveraine. Les échanges ont permis à chacun de faire entendre ses vues et de préparer les négociations qui vont s'engager de manière à ce que ce document soit le plus stratégique, concret et ambitieux possible en vue de son adoption par les chefs d'Etat et de gouvernement au Conseil européen des 24 et 25 mars prochain.

Les relations avec la Chine ont également fait l'objet d'un point à l'ordre du jour, afin de réaffirmer l'unité de l'Union sur ce dossier et la pleine solidarité des Etats membres avec la Lituanie, qui subit des pressions diplomatiques et économiques inacceptables de la part de Pékin. Ils ont rappelé l'importance pour l'Union de se donner les moyens de lutter contre toutes les formes de pression économique pour protéger ses intérêts souverains.

La volonté de l'Union de renforcer sa présence dans l'Indopacifique, qui constitue l'une des priorités de la présidence française et fera l'objet d'un forum ministériel le 22 février à Paris, a été réaffirmée, dans le prolongement de la stratégie européenne endossée par le Conseil européen en octobre dernier.

Les ministres ont évoqué le besoin de renforcer la stratégie d'influence de l'Union européenne au sein des organisations internationales afin de faire prévaloir notre vision commune, fondée sur le respect des droits de l'Homme et la promotion d'un multilatéralisme efficace et ouvert. Chacun est convenu que c'était d'autant plus important et opportun que l'Europe (institutions européennes et Etats membres) représente l'un des principaux bailleurs (et souvent même le premier) au sein desdites organisations.

Les relations entre l'Europe et l'Afrique ont été évoquées en présence du président de la Commission de l'Union africaine (UA), M. Moussa FAKI, et de la ministre des affaires étrangères du Sénégal, Mme Aïssata TALL SALL, au titre de la présidence montante de l'Union africaine. Ces échanges ont permis

d'aborder l'importance de la refondation du partenariat euro-africain, qui sera au cœur du Sommet UE-UA organisé à Bruxelles les 17 et 18 février prochains et qui doit permettre de renforcer mutuellement la souveraineté européenne comme la souveraineté africaine. Tous ont confirmé cette ambition, autour de trois priorités concrètes, la prospérité, la sécurité et les mobilités. Tous ont ainsi rappelé l'importance de bâtir cette refondation sur des projets concrets et structurants, en particulier en termes de souveraineté sanitaire et vaccinale ou de renforcement de l'architecture euro-africaine de sécurité.

Enfin, les ministres ont eu des échanges sur la situation au Mali, particulièrement préoccupante, du fait à la fois de l'implantation désormais avérée de la société russe de mercenaires Wagner dans ce pays et du non-respect par la junte du calendrier de transition. Les ministres ont souligné la nécessité d'une réponse européenne coordonnée, en soutien aux décisions prises par la CEDEAO, y compris en adoptant dans les meilleurs délais des sanctions ciblées contre la junte au pouvoir au Mali. Ils ont également rappelé le maintien de leur engagement sur le terrain, tout en précisant qu'il ne se ferait pas à n'importe quel prix et que l'évolution de la situation continuerait à faire l'objet d'un suivi très attentif.